

Algériens, vous voulez obtenir la nationalité française ? Nouvelles dispositions de Retailleau

écrit par Juvénal de Lyon | 11 avril 2025





Algériens voulez-vous obtenir la nationalité française ?

Voici un aperçu des nouvelles dispositions mises en place par Retailleau...

La presse algérienne s'empresse d'en informer les

ressortissants du pays qui veulent s' exiler de ce pays de cocagne, béni d' Allah, et présidé par l'ineffable satrape : l'autocrate Tebboune, indéboulonnable ! Mais pourquoi cette fuite pour venir dans un pays de mécréants islamiquement honni, oui, pourquoi ? Ils furent colonisés par ce peuple impie et ont gagné leur liberté !

Postulent-ils alors pour se soumettre à une servitude volontaire ?

La manifestation tardive du syndrome de Stockholm, sans doute ? ☹️

Juvénal

Conseils donnés par la presse algérienne à ses lecteurs...

Algériens : Voulez vous obtenir la nationalité française ? Voici les nouvelles conditions à remplir dès 2025

© Nationalité française

Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a réaffirmé son engagement à réformer le processus d'acquisition de la nationalité française. Cette annonce s'inscrit dans un axe politique qu'il assume depuis plusieurs années : renforcer les contrôles migratoires et **imposer des conditions plus strictes à ceux qui souhaitent « s'installer » durablement en France.**

*10 avril 2025 par **Damy. Rahman***

Aujourd'hui 10 avril, Bruno Retailleau a annoncé [l'envoi prochain d'une circulaire aux préfets](#), visant à revoir les critères d'accès à la nationalité française. Le ministre souhaite **« renforcer les exigences d'intégration »**, avec un accent particulier sur la **maîtrise du français et l'adhésion aux « règles institutionnelles »** du pays.

Cette mesure s'inscrit dans une stratégie gouvernementale plus large, qui cherche à aligner les règles de naturalisation sur celles du droit de séjour. Pour le ministre, les deux démarches doivent répondre à une même logique : garantir que chaque candidat démontre une volonté d'intégration réelle et mesurable.

L'assimilation comme socle du nouveau cadre

La réforme prévoit de renforcer « le poids de l'assimilation » dans les critères d'évaluation des dossiers. Inscrite dans le code civil, cette notion sera davantage utilisée comme fondement de la sélection.

Le gouvernement entend ainsi évaluer la capacité des demandeurs à adopter les références culturelles, les pratiques sociales et les principes républicains.

La langue française devient un élément structurant du dispositif. Le ministère prévoit un contrôle plus rigoureux des compétences linguistiques, considérant qu'elles conditionnent l'accès à la citoyenneté autant que l'intégration dans la vie sociale.

« J'enverrai très prochainement aux préfets une circulaire pour DURCIR les conditions de la NATURALISATION », a annoncé Bruno Retailleau. : sur X <https://x.com/CerfiaFR/status/1910319163471446023?>

Une politique migratoire plus sélective

Cette réforme s'ajoute à un ensemble de mesures déjà engagées, parmi lesquelles la modification du droit du sol à Mayotte, « le durcissement des règles encadrant les mariages mixtes impliquant des personnes en situation irrégulière» , et l'instauration de délais d'attente pour certaines aides sociales. Retailleau, qui a fait de la lutte contre l'immigration un axe majeur de

son action, entend désormais freiner l'accès à la nationalité française pour les personnes qu'il juge peu intégrées.

Le ministre veut ainsi limiter les effets d'installation durable des migrants, en posant comme principe que devenir français doit être l'aboutissement d'un parcours exigeant.

Conséquences ciblées sur certaines populations

Cette orientation pourrait impacter plus fortement certaines catégories de demandeurs, notamment les ressortissants issus de pays historiquement liés à la France, comme l'Algérie.

En parallèle, des efforts diplomatiques sont annoncés pour organiser des retours vers les pays d'origine et orienter les étrangers en situation régulière vers les métiers sous tension.

Avec cette réforme, le gouvernement affiche sa volonté de mettre en cohérence les politiques de séjour, d'emploi et de naturalisation. Retailleau poursuit ainsi une stratégie où l'immigration est perçue comme un enjeu à contenir, à travers une sélection plus stricte des profils autorisés à rejoindre « la communauté nationale ».

Source

: <https://observalgerie.com/2025/04/10/immigration/nationalite-francaise-conditions-a-remplir-des-2025/>

Juvénal de Lyon

Liberté pour Boualem Sansal

Note de Christine Tasin

Je ne doute pas de la bonne volonté de Retailleau, mais il ne peut pas ignorer que tout cela sera battu en brèche par le Conseil Constitutionnel voire le conseil d'Etat et in fine par la CEDH et/ou la cour de justice de l'UE.

Il fallait essayer mais gardons-nous de crier victoire tant que nos ennemis sont aux manettes. Les propositions comme celle ci-dessus ne sont que des miettes pour calmer notre faim et nous empêcher de descendre dans la rue...